



**Vœu présenté par le Bureau**

Rapporteuse : Élise Moreau

Notre pays traverse une période de grande incertitude politique et sociale, marquée par une réorganisation de l'échiquier politique, au niveau européen d'abord, et au niveau national bientôt. Ces événements sont le résultat d'un climat de défiance et de division qui ébranle les fondements mêmes de notre République.

La dissolution de l'Assemblée nationale nous rappelle l'importance de la démocratie représentative dans notre processus démocratique. Les élus du peuple ont une légitimité qui doit être respectée. Leurs débats et leurs décisions sont essentiels au bon fonctionnement de nos institutions.

Toutefois, ce tumulte politique est une opportunité de mettre en lumière le poids de l'expression des citoyens et de la démocratie participative, qui interviennent en complémentarité des décisions politiques et doivent être prises en considération. Il est indispensable que les citoyens puissent s'impliquer dans les processus décisionnels, et que des assemblées telles que les CESER, puissent poursuivre leur rôle de médiateurs et de facilitateurs, quoi qu'il advienne.

Déjà en 2017, dans son rapport sur "L'innovation démocratique en Bourgogne-Franche-Comté ?", le CESER BFC alertait sur la nécessité de passer de la défiance à la confiance et invitait à l'ouverture de nouvelles perspectives en prenant appui sur le capital social/humain, dans le cadre d'un dialogue social territorial renouvelé en impliquant davantage la société civile.

Dans cette apesanteur politique et sociale, il est plus que jamais essentiel de rappeler les valeurs qui nous unissent. Les corps intermédiaires, composantes structurelles du CESER, sont des piliers incontournables de notre système démocratique. Ils permettent à chaque voix de se faire entendre, à chaque opinion de s'exprimer, et à chaque idée de contribuer à la construction de notre avenir commun. De ce dialogue, naissent les consensus et les compromis.

Le CESER, en tant qu'assemblée consultative placée auprès du Conseil régional, a un rôle déterminant à jouer. Il représente une diversité d'acteurs économiques, sociaux et environnementaux de notre région. Sa mission est de faire entendre les préoccupations, les aspirations et les expertises de chacun, en promouvant la concertation dans un esprit de concorde. Sa capacité à formuler des avis éclairés et à émettre des préconisations concrètes contribue à enrichir le débat public et à orienter les politiques régionales vers l'intérêt général.

Nous, membres du CESER, devons renforcer notre engagement en faveur de l'expression de la société civile organisée. Nous avons la responsabilité de porter la voix des territoires, des associations, des syndicats et des entreprises, et de contribuer à l'élaboration de politiques publiques régionales justes et durables. Nous devons être les garants d'une société inclusive, où chacun trouve sa place, et promouvoir une vision ouverte et solidaire de notre société. Nous devons rester unis et déterminés derrière ces valeurs qui sont les nôtres.

Chère conseillère, cher conseiller, cher.e collègue, notre démocratie est précieuse et fragile. C'est en restant fidèles à ces principes que nous pourrons surmonter les épreuves et bâtir un avenir meilleur pour toutes et tous.

**Vote du CESER :** adopté à l'unanimité.

# Déclarations

## **Anne Parent**, au nom du collège 1

Le collège 1 souhaite intervenir et faire part de son inquiétude sur l'avenir économique de notre pays et de notre région dans le contexte tendu qui est actuellement celui que nous connaissons.

D'autre part c'est l'occasion encore une fois, de rappeler les missions et valeurs d'engagement, de partage, de respect, qui sont celles du CESER.

En effet, le CESER à travers ses composantes est un lieu de réflexion, d'analyses, et de recommandations sur des sujets qui engagent l'attractivité, le développement économique et la qualité de vie de notre région. C'est l'intérêt général qui prévaut et non la somme des intérêts particuliers ou les postures partisans.

Le CESER est un outil de démocratie participative, aux côtés de la démocratie représentative constituée par les élus du Conseil régional, il est une force de propositions pour répondre et préparer notre région aux enjeux et défis qui sont les nôtres aujourd'hui.

En aucun cas, c'est et cela ne doit être une tribune politique où la démagogie, la propagande ou le prosélytisme n'ont de raison d'être.

Le collège 1 travaille et travaillera dans cet esprit de concertation, et de dialogue au service de notre région et de son avenir.

## **Guy Zima**, au nom du collège 2

Déclaration valant explication de vote des organisations syndicales CFTD, CGT, UNSA, FSU, et Solidaires, composantes du collège 2 sur le vœu proposé par le Bureau.

L'abstention et l'extrême droite ont atteint un record lors des élections européennes du 9 juin dernier. Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe, mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé. La Bourgogne-Franche-Comté n'échappe pas à cette regrettable et triste réalité.

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays. Ce sont les politiques qui tournent le dos au social et qui créent déclassement, abandon de nos industries, de nos services publics. Le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives en trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des Jeux Olympiques, le Président de la République a pris une lourde responsabilité. Après avoir créé un champ de ruines idéologique et démocratique, il faut un sursaut démocratique et social. À défaut, l'extrême droite arriverait au pouvoir.

Les organisations syndicales connaissent les votes portés par l'extrême droite dans les hémicycles en France comme en Europe, ils sont toujours défavorables aux travailleuses et aux travailleurs. L'extrême droite affirme une méfiance persistante à l'égard des syndicats, qu'elle perçoit comme une source de désordre qu'il faut réprimer et dont elle veut limiter les moyens d'actions.

Nous réaffirmons ici notre opposition aux idées d'extrêmes droites, notre attachement à la démocratie, l'État de droit, les libertés fondamentales et notamment syndicales.

Nous réaffirmons notre attachement à tous les CESER, représentants de la société civile organisée, que le Rassemblement National entend supprimer.

Nous réaffirmons que l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir serait un désastre pour la République française et pour les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité que nous portons et qui n'ont jamais été aussi menacées.

Devant cette situation, nous pensons que l'heure est à l'action et à gagner à la conviction d'un autre possible, en se concentrant sur l'essentiel qui nous réunit.

En conséquence, Les organisations CFTD, CGT, UNSA, FSU et Solidaires voteront le vœu porté par le Bureau.

## **Martine Esther Petit**, au nom des collèges 3 et 4

Les événements politiques de ces dernières semaines traduisent plus que jamais la situation critique de notre société.

Toutes les composantes de la société civile, l'ensemble des organisations que nous représentons ont un rôle crucial à jouer pour renouveler, retrouver et garantir la cohésion de la Nation.

Afin de répondre aux défis environnementaux, économiques et sociaux de notre époque, les conseillers des collèges 3 et 4 issus des organisations et associations participant à la vie collective œuvrent au sein de l'assemblée du CESER à des projets de société au bénéfice du citoyen dont les attentes concernent le réchauffement climatique et l'avenir de la planète.

Si leurs avis sont parfois divergents, ils savent trouver des terrains d'entente au moyen d'un dialogue apaisé et faire converger les aspirations de leurs organisations afin de porter, ensemble, des solutions de progrès dans le but d'éclairer les politiques publiques de la région.

Les collèges 3 et 4 entendent répondre par la co-construction et la fabrique de compromis à la mise en oeuvre de solutions applicables et acceptées par le plus grand nombre, aux impératifs de la transition écologique, de justice sociale et d'égalité, aux inégalités territoriales sans autre considération que celle de l'acceptation par tous.

## **Didier Michel, au nom du MEDEF**

Mesdames et Messieurs, chères et chers collègues,

Patrick Martin, président du MEDEF, l'a rappelé dans un communiqué de presse : le résultat des élections législatives sera crucial pour garantir un avenir économique où nos entreprises peuvent prospérer et créer des emplois. Le MEDEF, qui représente 200 000 entreprises de toutes tailles et dans tous les secteurs d'activité, rassemblant 10 millions de salariés, - plus particulièrement 6 000 entreprises dans notre région, rassemblant 350 000 salariés, soit la moitié de l'emploi privé de notre région - entend réaffirmer la position économique qui a toujours été la sienne : il soutiendra les projets favorables aux réformes économiques et à l'ambition européenne, dans le respect de la démocratie sociale.

Les entreprises, pour leur pérennité, pour se développer et innover ont besoin de stabilité. Grâce à l'innovation et aux investissements des entreprises, la France a généré plus de deux millions d'emplois en sept ans et maintient sa position de leader en accueil de projets d'investissements étrangers. Pour consolider ces résultats, il est indispensable d'augmenter le taux d'emploi en poursuivant la réforme du marché du travail et en orientant les jeunes vers la formation, de renforcer la compétitivité en réduisant les impôts de production et les charges sociales, de favoriser l'innovation en augmentant la part de R&D dans le PIB. Enfin, il est impératif de réduire la dette publique tout en soutenant la croissance. C'est pourquoi nous devons impérativement éviter les mesures économiques qui pourraient dégrader nos finances publiques et augmenter les impôts.

Face à une compétition internationale accrue, l'Union européenne est un atout majeur pour nos entreprises. Il est essentiel de renforcer notre intégration européenne pour permettre à la France de rester forte et compétitive. En résumé, le MEDEF appelle à des réformes économiques ambitieuses et à une intégration européenne renforcée pour soutenir l'activité, l'investissement privé et l'emploi.

Le jeudi 20 juin, tout comme pour les élections européennes, le MEDEF et les principales associations de chefs d'entreprises ont organisé une audition des principaux chefs de partis et de coalitions, engagés dans les prochaines élections législatives. Le MEDEF a par ailleurs formulé 10 propositions pour faire réussir la France. Je vous les mettrai en annexe et vous pouvez les retrouver sur nos différentes plateformes et réseaux sociaux.

Je vous remercie de votre attention.

## **Denise Paul, au nom de la CFE CGC**

En tant qu'organisation syndicale indépendante, n'ayant aucune attache avec un parti politique, la CFE-CGC, conformément à ses statuts, n'intervient pas sur le choix de vote durant la campagne des législatives des 30 juin et 7 juillet.

À ce titre, elle n'appelle à aucune manifestation ni rassemblement quels qu'en soient l'origine ou les initiateurs.

Par ailleurs, la CFE-CGC reste présente et mobilisée pour commenter et se positionner par rapport à toute initiative et décision gouvernementale qui viendrait à intervenir d'ici là.

Nous saurons, comme c'est notre rôle, prendre toute notre part dans le débat politique sur les grands sujets nationaux qui nous seront soumis à l'issue du scrutin.

## **Dominique Gendron, au nom de FO**

FO reste sur l'idée que le CESER doit s'exprimer d'une seule et même voix sur un tel sujet, ce qui a été notre position lors du dernier Bureau.

Certes, le vœu présenté par la présidente et validé par le Bureau est loin d'être parfait mais, en cette période compliquée, il nous semble important de rester unis derrière la présidente qui porte la voix du CESER.

Les représentants de l'URFO BFC voteront pour ce vœu.

## **Jacques Cardis, au nom de la LPO**

Attention à ne pas aussi dissoudre la protection de la nature

Les résultats des élections européennes qui se sont tenues en France et la dissolution de l'assemblée nationale qui s'en est suivie constitue une source d'inquiétude majeure pour la LPO

Parce qu'elle est très attachée aux valeurs qu'elle porte d'entraide, de tolérance, d'ouverture, de respect de la diversité et de la solidarité, des valeurs qui pourraient être remises en question,

Parce que nous craignons de voir les actions de protection de la nature et de mobilisation citoyenne empêchées par des politiques qui ne peuvent qu'accélérer la crise actuelle de la biodiversité.

Les rapports successifs des experts scientifiques confirment année après année le réchauffement du climat, l'effondrement de la biodiversité et l'urgence existentielle à agir.

La protection de la nature ne peut rester la grande absente des politiques publiques sauf à penser que garantir une planète vivable pour les générations futures représente un enjeu secondaire.

Des forces politiques n'ont cessé de voter contre la nature comme l'a notamment démontré le bilan du Parlement Européen réalisé par notre partenaire "Bird Life" à l'occasion de la campagne des élections européennes.

La LPO ne peut l'admettre elle a donc appelé l'ensemble des formations en lice à clarifier les orientations environnementales de leurs programmes respectifs sur des sujets cruciaux.

L'avenir de chacun de nous dépend de la capacité de nos dirigeants politiques à intégrer la protection de la nature dans chacune de leurs décisions.

La LPO vous invite à vous mobiliser dans ces élections législatives et à voter pour le vivant.

## **Nadhem Ben Rahma, au nom du CRAJEP**

Le résultat des élections européennes confirme la progression et l'implantation des forces d'extrême droite en France comme dans le reste de l'Europe. Face aux colères, aux défiances et aux inquiétudes que ce résultat révèle, et à la suite de la décision du Président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale, l'urgence, aujourd'hui, est de faire vivre collectivement les valeurs qui nous rassemblent.

Les organisations d'éducation populaire, rassemblées au sein du CRAJEP, portent une vision commune d'émancipation individuelle et collective, de transformation de la société, luttent contre les déterminismes sociaux, les discriminations et les racismes, et prônent des valeurs d'ouverture aux autres, d'égalité et de promotion de la paix.

Les actions que nous mettons en oeuvre au quotidien, sur tous les territoires, ont toutes à coeur de défendre, via une pédagogie active, des valeurs de tolérance et de respect de l'autre quel que soit ses origines sociales, géographiques, culturelles, etc ; de promouvoir et favoriser les rencontres, interculturelles, intergénérationnelles.

Dans la société que nous voulons, la liberté, l'égalité, la démocratie, la solidarité et l'État de droit ne sont pas des mots vides de sens mais les principes mêmes qui organisent notre vie commune, notre avenir commun.

Par ce texte, nous souhaitons réaffirmer les valeurs et positions que nous défendons ; nous appelons de nos vœux toutes et tous à se mobiliser pour animer des espaces de sensibilisation auprès des publics, usager.e.s, adhérent.e.s... en amont des élections.

Et nous continuerons ainsi d'appeler et chercher à convaincre le plus de citoyennes et citoyens à aller voter les 30 juin et 7 juillet :

- Pour une société en paix, avec des frontières ouvertes, permettant la rencontre des autres, de soi-même, loin du racisme et de l'antisémitisme.
- Pour une société égalitaire et inclusive, où toutes les personnes, quel que soit leur âge, leur genre, leur origine ou leur orientation sexuelle, puissent vivre et s'émanciper avec les mêmes chances.
- Pour une société de justice sociale, solidaire et écologique, où chacun et chacune peut vivre dans la dignité, construire sa place, et contribuer à une démocratie vivante.

## **Pierre-Alexandre Privolt, au nom de la FCPE**

Après la dissolution de l'Assemblée Nationale le 9 juin dernier par le Président Macron, les citoyens sont de nouveau appelés à s'exprimer pour élire les députés, Les résultats des élections européennes et les sondages actuels laissent à penser que le futur gouvernement pourrait être dirigé par l'extrême droite.

La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) est un mouvement d'éducation populaire créé après la seconde guerre mondiale pour permettre l'épanouissement des élèves et défendre l'école publique et laïque, malmenée par le régime de Vichy. Forte de cet héritage, la FCPE réaffirme aujourd'hui ses valeurs républicaines, alors que le programme et les idées des partis d'extrême droite ne sont pas compatibles avec les valeurs républicaines et les principes de l'École que nous portons.

Cette crise doit être le signal d'une remise en cause de notre projet de société et d'un renouveau de l'école publique pour qu'elle soit toujours plus émancipatrice. L'école n'est pas là pour orienter précocement les élèves en les faisant sortir du système scolaire mais pour les émanciper et les doter d'une culture commune à tous en les scolarisant ensemble le plus longtemps possible. L'école n'est pas là pour former des patriotes serviles, à courte vue mais éduquer à l'universalité et la fraternité. L'école n'est pas là pour dégager une élite mais pour donner à tous les élèves les moyens et le pouvoir de se construire un avenir.

À l'image des 20 mesures pour l'école publique que la FCPE a élaboré il y a quelques mois, qui font leur chemin dans le débat public, nous portons et porterons toujours avec résolution et engagement le projet éducatif de construire une société plus juste, fraternelle et fondée sur l'égalité.

Notre fédération unira ses forces avec toutes celles et ceux qui veulent s'unir pour faire barrage à l'extrême droite en votant, les 30 juin et 7 juillet, pour des candidats démocrates qui porteront les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité portées dans notre Constitution, issues de la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen qui expose dans son article 1 que "les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits".

## **Michel Bleuze, au nom de l'URAF**

La politique familiale : une solution pour fédérer et redonner confiance

Au soir des résultats de l'élection européenne, l'annonce de la dissolution de l'Assemblée a plongé la France dans une période d'instabilité et de fortes incertitudes pour l'avenir. Cette situation manifeste les fortes divisions de la société française. Face à cette fragmentation, à la montée continue des colères, à l'expression du manque d'espoir, la politique familiale peut constituer un thème fédérateur et un projet d'avenir.

On sait que les jeunes plébiscitent la valeur famille : trois jeunes sur quatre se disent prêts à "risquer leur vie" pour elle, et c'est vers elle qu'ils se tournent en priorité en cas de difficulté. Les familles sont un facteur d'unité, elles sont porteuses d'espoir.

Pluralistes, indépendantes et soucieuses de l'intérêt général, l'Unaf, les Uraf et les Udaf rassemblent, depuis 1945, l'ensemble de leurs membres bénévoles et professionnels autour du principe de solidarité de notre système de protection sociale : "la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille."

Pour l'Unaf/Uraf/Udaf, la politique familiale doit être rendue à sa vocation universelle afin de permettre de construire un projet d'avenir. Cette politique est de nature à apporter des réponses aux problématiques de la vie quotidienne : aides financières, services publics de proximité, accompagnement, emplois compatibles avec la vie de famille, logement décent...

En responsabilité, l'Unaf/Uraf /Udaf prônent des solutions ambitieuses, inscrites dans le temps et soutenables sur le plan financier. En 2022, l'Unaf avait publié 15 propositions qui restent aujourd'hui pleinement d'actualité :

- Une meilleure conciliation vie familiale-vie professionnelle pour favoriser l'emploi des parents.
- L'amélioration du niveau de vie des familles avec enfant (pouvoir d'achat, logement, prestations).
- Le soutien aux parents pour mieux protéger les enfants.
- L'accompagnement des solidarités familiales (aider à faire face au vieillissement, à la perte d'autonomie et au handicap et faciliter l'accès aux soins).

L'équilibre de notre société et le maintien du contrat social en dépendent : "Redonnons confiance aux familles !". Voilà le message et les propositions que l'Unaf/Uraf/Udaf renouvellent à l'occasion de cette échéance électorale.

### **Dominique Guyon, au nom de la FNE**

France Nature Environnement, appelle à s'unir pour un programme mettant le vivant et les plus vulnérables d'entre nous au coeur de ses préoccupations, défendant les libertés démocratiques et des politiques à même de répondre aux défis écologiques, économiques et sociaux.

Il y a incompatibilité de l'extrémisme avec une transition écologique socialement juste faisant peser de lourdes menaces sur les libertés d'expression, de mobilisation et associatives en portant un projet de société incompatible avec les valeurs d'humanisme et de solidarité.

Il y avait déjà urgence environnementale. Il y a maintenant urgence politique, démocratique et sociale. Les décisions politiques de la décennie en cours sont absolument cruciales pour maintenir un monde vivable. L'heure n'est plus à l'hésitation mais à un engagement total, fort et sans ambiguïté pour la défense de l'État de droit, de la démocratie, et pour les générations futures.

### **Maryvonne Faillenot-Elvezi, au nom du CIDFF BFC**

La Fédération régionale des Centres d'informations des femmes et des familles de Bourgogne-Franche-Comté (FR CIDFF BFC) regroupe les 8 CIDFF de chaque département de notre région.

Nous sommes des associations apolitiques, c'est-à-dire indépendantes de tout parti politique, mais la dissolution de l'Assemblée nationale à la suite des élections européennes nous inquiète : il y a un vrai risque de voir les droits des femmes reculer si l'extrême droite arrive au pouvoir.

Une marche des femmes et des rassemblements s'organisent par la volonté des associations féministes : des rassemblements sont prévus sur les places centrales des villes samedi ou dimanche.

Nous devons nous mobiliser sur nos territoires et encourager les abstentionnistes à voter.

### **Christian Baqué, au nom de Bio BFC**

Pas plus que le sport, l'agriculture n'est neutre.

Au vrai, rien de plus politique qu'un modèle agricole et alimentaire.

Pour la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique, dont est membre BIOBFC que je représente dans cette assemblée, l'agriculture biologique n'est pas qu'un cahier des charges organisant un ensemble de pratiques agronomiques certifiées par un label.

Peut-être est-ce ainsi que le conçoivent les 18% d'agriculteurs bio votant pour le Rassemblement National et qui ont choisi ce mode de production sans le juger incompatible ou contradictoire avec un modèle agro industriel et agro alimentaire dominant porté par l'industrie de la chimie, la financiarisation mondialisée des matières premières agricoles, la monopolisation des ressources semencières et alimentaires, le pillage des ressources naturelles.

Pour notre réseau, l'agriculture biologique est un projet de société fondé sur le respect du vivant dans sa diversité, la protection des milieux, le respect des équilibres naturels, la santé des populations ; fondé aussi sur la dignité du monde paysan, la défense de sa vocation nourricière pour tous, du droit de l'agriculteur à être autre chose qu'un pion au service d'intérêts qui le dépassent et qui ne lui donnent en retour qu'à peine de quoi vivre.

L'agriculture biologique s'inscrit, à nos yeux, dans un projet écologique et social dont il convient de rappeler dans le contexte actuel l'absolue nécessité. Dans le domaine de la production agricole et de l'alimentation, comme dans celui de l'énergie et des transports, la transition écologique dont dépend la survie de l'humanité ne pourra réussir sans justice sociale.

Or, ceux qui, aujourd'hui, prônent l'inégalité et le repli identitaire, la supériorité des droits supposés de la Nation sur les droits de l'Homme sont aussi ceux qui, sans répit, combattent l'écologie, défendent le droit à polluer, repoussent toute mesure environnementale contraignante, contestent les rapports du GIEC et tentent d'agréger, à leur profit et par la démagogie, la colère et la détresse du monde agricole et des populations rurales.

Ceux-là, n'en doutons pas, feront payer au plus grand nombre, paysans compris, par plus d'inégalités, plus d'exclusion, plus d'insécurité le prix des désastres climatiques et environnementaux qu'ils auront eux-mêmes contribué à aggraver.

Nous, acteurs du développement agricole, dans notre diversité, institutionnels, consulaires, syndicaux, associatifs, économiques ; "main stream" ou alternatifs, notre proximité avec le monde paysan nous assigne une responsabilité. Celle de ne pas encourager le choix du pire, le pire pour le monde agricole, le pire pour tous.